

Un regard sur l'actualité

15/08/2025

Erdoğan affirme avoir mobilisé toutes les ressources de l'État pour Gaza

Le président turc, à l'issue d'une réunion avec son gouvernement le 12 août 2025, a déclaré : « *Nous avons mobilisé toutes les ressources et toutes nos capacités diplomatiques afin d'être une lueur d'espoir pour Gaza.* » (Agence Anadolu, 12.08.2025)

Mais nous ne comprenons pas : comment Erdoğan peut-il proférer une telle tromperie, et comment une personne sensée peut-elle y croire ?! Le peuple de Gaza subit un génocide, bombardé par l'ennemi féroce qui occupe la Palestine et affamé par son blocus. Et lui prétend qu'avec ses démarches diplomatiques futiles, il pourrait apporter une lueur d'espoir à Gaza. De plus, non seulement il n'a pas rompu les relations diplomatiques avec "Israël", mais il n'est pas revenu sur la décision de la Turquie de reconnaître cet État, il n'a pas mis fin à la normalisation et continue de maintenir des relations commerciales par l'intermédiaire de tiers.

Or, la ressource la plus importante dont dispose l'État est de mobiliser son armée. Ce qu'il n'a pas fait ; bien au contraire, il s'emploie à écarter le sujet de l'actualité. Alors, comment peut-il prétendre avoir « mobilisé toutes les ressources de l'État » sans en utiliser ne serait-ce qu'une seule ?!

Erdoğan a également affirmé :

« *Nous ne permettrons pas que Netanyahu et sa bande criminelle entraînent notre région dans des catastrophes plus grandes encore pour prolonger leur survie politique.* »

En réalité, ces paroles signifient que, même si le peuple de Gaza devait être exterminé et chassé de force, il n'interviendrait pas militairement. Car il ne veut pas s'engager dans la guerre que Netanyahu a déclarée à l'ensemble des contrées de l'Islam. En d'autres termes, il choisit de vivre dans l'humiliation plutôt que dans l'honneur.

Or, Netanyahu menace directement la Turquie et prépare des plans pour s'emparer de la région allant du Nil à l'Euphrate. Le 12 août 2025, dans un entretien accordé à la chaîne juive *i24*, il a déclaré :

« *Je suis en mission historique et spirituelle ; je suis profondément attaché, sur le plan émotionnel, à la vision du Grand Israël.* »

De plus, en comptant sur le soutien des États-Unis, il défie ouvertement tout le monde et déclare :

« *Je veux mettre en œuvre la vision du président américain Trump, qui consiste à faire quitter la région à une grande partie de la population de Gaza par ce qu'il appelle une "migration volontaire".* »

Erdoğan, lors d'un entretien téléphonique avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a déclaré :

« *Le peuple turc, en particulier les organisations non gouvernementales, les fondations et les associations, ne laissera jamais le peuple de Gaza seul.* »

Ce faisant, il détourne la responsabilité qui pèse sur lui et sur l'État pour la reporter sur des personnes et des institutions dont l'action se limite à organiser des marches ou à collecter des aides. Ces aides, quant à elles, restent souvent bloquées à la frontière de Gaza et

finissent par pourrir dans les camions. Ainsi, ni un enfant, ni une femme, ni un homme ne peut être sauvé du massacre, de la famine, de l'oppression et de l'humiliation qu'implique l'expulsion, qualifiée abusivement de « migration volontaire ».

Tels sont Erdoğan et ses semblables : habitués à mentir et à tromper le peuple. Mais rien de cela ne les sauvera, au Jour du Jugement, devant le Seigneur des mondes — Lui qui sait mieux que quiconque ce qu'ils ont entendu et vu.

Ben Salmane condamne avec la plus grande fermeté la décision de l'entité sioniste d'occuper Gaza

Le quotidien saoudien *Asharq al-Awsat* a rapporté, le 12 août 2025 :

« Sous la présidence du prince héritier Mohammed ben Salmane, le Conseil des ministres d'Arabie saoudite a condamné dans les termes les plus fermes la décision des autorités d'occupation israéliennes d'occuper la bande de Gaza. Il a accusé ces autorités de commettre des crimes d'épuration ethnique et de famine délibérée contre les civils palestiniens. Il a ajouté que l'impuissance de la communauté internationale et du Conseil de sécurité de l'ONU à faire cesser ces violations constitue une menace directe pour la sécurité et la paix régionales et favorise l'escalade des pratiques génocidaires et des déplacements forcés en Palestine. »

Or, Ben Salmane, à l'instar d'Erdoğan et des autres dirigeants, se dérobe à la responsabilité qui lui incombe : secourir le peuple de Gaza. Il est pourtant tenu de mobiliser ses armées pour libérer ce peuple musulman et arracher toute la Palestine aux griffes des Juifs, mais il ne le fait pas. Et cela alors même qu'il dirige un pays musulman doté d'une armée équipée des armes les plus modernes et disposant de moyens considérables.

Au lieu d'agir, il transfère la responsabilité aux autres pays du monde qu'il appelle la « communauté internationale » et au Conseil de sécurité de l'ONU. Or, ce Conseil est composé des États qui ont fondé et soutiennent l'entité sioniste : en premier lieu les États-Unis, suivis du Royaume-Uni et de la France, puis la Russie qui a reconnu cette entité dès le premier jour.

C'est pourquoi l'entité sioniste ne prête aucune attention aux condamnations et aux déclarations de Ben Salmane ; bien au contraire, elle menace d'occuper totalement Gaza. Parallèlement, elle poursuit ses actions génocidaires par le feu et par la famine. Ainsi, elle ne nourrit aucune crainte de subir la moindre sanction ou représailles de la part du régime saoudien, ni de la part des autres dirigeants des pays islamiques.

De plus, les condamnations de Ben Salmane ne sont rien d'autre qu'une tromperie destinée à abuser le peuple. En effet, il réduit au silence ceux qui le critiquent ou qui exigent qu'il remplisse son devoir d'aider le peuple de Gaza ; il les punit avec la plus grande sévérité et ses prisons sont remplies de ces personnes.

Trump et Poutine vont se rencontrer pour un « exercice d'écoute »

La porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt, a déclaré le 12 août 2025, à propos de la rencontre prévue le vendredi 15 août 2025 entre le président Trump et le président russe Vladimir Poutine dans l'État américain de l'Alaska :

« C'est un exercice d'écoute pour le président. »

Elle a précisé qu'aucun accord ne serait conclu lors de cette rencontre, Trump se contentant d'écouter Poutine et de lui exposer ce qu'il souhaite.

La porte-parole américaine a également précisé que cette rencontre se tiendrait « avec la participation d'un seul des deux acteurs impliqués dans la guerre », et qu'il s'agissait, pour le président, « d'acquérir une compréhension plus large et plus approfondie des moyens de mettre fin à ce conflit ». Leavitt a ajouté que Trump pourrait, à l'avenir, effectuer une visite en Russie.

Trump avait auparavant déclaré :

« Les parties devront céder certains territoires pour mettre fin à ce conflit qui dure depuis trois ans et demi. »

Comme si l'Ukraine lui appartenait, il ne montrait aucune considération pour les Ukrainiens et traitait leur pays comme une simple monnaie d'échange.

Pour sa part, le président ukrainien Zelensky a refusé toute concession territoriale, déclarant :

« La Constitution de l'Ukraine ne permet pas un tel accord ; en outre, aucun arrangement ne peut être conclu sans la participation de l'Ukraine. »

Il semble que Zelensky commence enfin à percevoir que l'Amérique poursuit ses propres intérêts à travers l'Ukraine. Sous la présidence Biden, les États-Unis l'ont incité à provoquer la Russie, ce qui a conduit Moscou à attaquer l'Ukraine en 2022. Washington cherchait ainsi à atteindre ses objectifs contre la Russie : l'éloigner de la Chine, couper l'Europe de la Russie et occuper toutes ces puissances par la guerre. Pendant que les Ukrainiens servent de combustible à ce conflit, l'Amérique vise à rester la puissance dominante en Europe et sur la scène internationale.

**Écrit pour le bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir par
Esad Mansur**